



Le 07 septembre 2016

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
Finances  
Publiques

## Loi Travail, le 15 septembre ce sera toujours **NON !**

**En cette rentrée syndicale, l'un des enjeux toujours d'actualité est bien le retrait de la Loi Travail. Au delà des débats politiques autour de cette loi scélérate, le gouvernement renforce par son biais le dumping social d'abord dans le privé puis par ricochet à la Fonction Publique.**

En effet, nous, fonctionnaires d'État ne sommes pas « à l'abri » puisque cette loi s'inscrit dans une logique plus large de déréglementation des droits sociaux qui concerne l'ensemble des salariés, fonctionnaires compris. Malgré leurs statuts particuliers, les agents de la DGFIP sont bien concernés. L'une des attaques les plus emblématiques passe par le recrutement sans concours d'un nombre de plus en plus important d'agents. Cette voie de recrutement est une atteinte au principe même de la fonction publique de carrière laquelle garantit la neutralité et l'indépendance du fonctionnaire.

Cette dérive se trouve renforcée par la mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité individualisé (CPA), inscrit dans la Loi y compris pour les agents publics, et censé favoriser les passerelles public/privé au détriment encore une fois des concours. Nous sommes à l'aube d'une administration et d'une DGFIP à deux visages.

S'ajoute à cela, à la DGFIP, l'Adaptation des Structures au Réseau, la fameuse **ASR** qui désorganise nos services et engendre une mobilité contrainte pour les agents dont les services disparaissent au gré des desiderata de l'administration.

La mise en place du prélèvement à la source (**PAS**), volonté politique infligée à notre administration aurait dû se traduire par un moratoire sur les suppressions d'emplois, or il n'en est rien !

**Pour toutes ces raisons légitimes,  
Solidaires Finances Publiques appelle tous  
les agents de la DGFIP à s'inscrire dans  
les mobilisations du 15 septembre**

Pour nous joindre : [contact@solidairesfinancespubliques.fr](mailto:contact@solidairesfinancespubliques.fr)